



Kenya

Introduction

L'Initiative de résilience de la conservation communautaire (IRCC) au Kenya compte avec la participation de deux communautés autochtones, les Maasai de Transmara, du comté de Narok, et les Rendille de Kargi, Kamboye, Korr et Logologo du comté de Marsabit. Pour réaliser les évaluations de l'IRCC, une approche participative a été utilisée, qui comprenait l'organisation des discussions de groupe et les techniques de cartographie et de narration, entre autres. Le but du processus était d'évaluer la biodiversité et d'identifier les menaces à la conservation dans les communautés forestières de Nyekweri Kimintet et Marsabit. Il a révélé que selon les observations des communautés, la flore et la faune qui étaient auparavant abondantes dans les forêts de Nyekweri Kimintet et Marsabit ont diminué dans certaines régions.

Nyekweri Kimintet à Trans-Mara est situé à la limite du Parc national de Maasai Mara et est une zone de reproduction importante pour les éléphants de la réserve. Les habitants de la forêt pratiquent le pastoralisme comme principal moyen de subsistance. En 2005, les membres de la communauté ont formé le Nyekweri Forest Kimintet Trust (une fiducie) pour renforcer leurs capacités de conserver la biodiversité. Environ 80% des terres de la zone ont été attribuées à des individus et les terres restantes sont de la propriété collective. La fiducie gère 6 000 acres, et contribue à assurer la protection des terres qui sont

consacrées à la conservation de la biodiversité, empêchant sa conversion à d'autres utilisations des terres.

Les membres de la communauté de Kimintet ont participé à un atelier, à un exercice de cartographie et à des discussions de groupe, au cours desquelles ils ont évalué la résilience de la conservation communautaire de la forêt et les rôles des membres de la communauté. Peu de femmes ont assisté à l'atelier initial en raison des barrières culturelles et donc, une réunion séparée a été organisée par la suite seulement pour les femmes. Ensuite, une réunion a été organisée pour tous les membres de la communauté ensemble, où plus de femmes étaient présentes. Les hommes se sont engagés à les impliquer dans les processus de prise de décision.

Les membres de la communauté ont affirmé que leur zone est importante en termes de biodiversité, puisqu'on y trouve les dernières forêts indigènes qui restent. En outre, ces forêts abritent des sites sacrés et la faune et fournissent des fruits sauvages et des plantes médicinales. Environ 80% de la faune du Kenya vit en dehors des zones protégées parce que la plupart d'entre elles ne sont pas entièrement clôturées.

La faune circule à l'intérieur et en dehors de ces zones à la recherche de pâturages et d'eau, surtout pendant la saison sèche, et interagit avec les gens sur les terres privées et communautaires. [1]

La deuxième phase de l'IRCC a été réalisée à Logologo avec la participation des peuples Rendille des communautés Logologo, Korr, Kamboye et Kargi du comté de Marsabit. Les membres de la communauté sont des pasteurs et utilisent les herbes et les matières



Activité de cartographie avec des membres de la communauté Kimintet. **Edna Kaptoyo/GFC**



Les femmes de Rendille de Korr participent à un exercice de cartographie pendant qu'une jeune fille autochtone observe avec intérêt. **Edna Kaptoyo/GFC**

provenant des forêts de la région pour construire des maisons (« manyattas ») et comme combustible. Ils vivent dans des terres qui sont détenues à 20% par des intérêts privés et à 80% par des propriétaires communaux ou détenues en fiducie par le gouvernement du comté.

Les femmes autochtones représentaient 99% des participants (contrairement à l'évaluation de l'IRCC à Trans-Mara) ; le chef local a participé aux activités aussi. En effet, les hommes ont migré à la recherche de pâturages à cause de la saison sèche, aggravée par les impacts du changement climatique, laissant les femmes pour gérer les ménages.

Le patriarcat est un problème dans les deux communautés : les

femmes sont perçues comme inférieures et les décisions sont prises uniquement par les hommes. Malgré cela, les femmes autochtones des deux régions ont souligné qu'elles jouent un rôle clé dans la conservation de la biodiversité et des savoirs traditionnels qui sont essentiels pour la conservation. Elles assurent l'apprentissage, la transmission des

connaissances et des valeurs vitales de génération en génération. En outre, les femmes de Marsabit sont généralement les seuls soutiens de famille. Elles réussissent à augmenter leurs revenus grâce à la vente des oeuvres de perles et à l'agriculture irriguée, ce qui aide les familles à faire face à l'absence des hommes et les rend moins vulnérables.

Le gouvernement kenyan est bien avancé en matière de politiques et d'instruments juridiques. La loi sur la gestion et la coordination de l'environnement reconnaît plusieurs droits et responsabilités en matière d'environnement et les principes généraux de la loi sont fondés sur l'article 42 de la Constitution de 2010. Ceci affirme le droit

de chaque citoyen à un environnement propre et sain, y compris le droit à la protection de l'environnement pour le bénéfice des générations présentes et futures. La Constitution reconnaît également les peuples autochtones (article 260) ; définit les forêts comme des ressources naturelles ; et classe les forêts communautaires qui sont dévolues aux communautés comme des terres communautaires (article 63). Cependant, la Constitution ne prévoit pas spécifiquement la conservation et la préservation des forêts. En outre, la nouvelle loi sur les terres communautaires, adoptée en 2016, vise à garantir l'égalité des sexes et la sécurité d'occupation. Cependant, les femmes ne connaissent pas leurs droits. [2]

Les femmes autochtones Rendille lors de la réunion de l'IRCC. Edna Kaptoyo/GFC



Le bétail et les paysans sont affectés par des fosses ouvertes, comme celle-ci, qui a été laissée par l'extraction industrielle de matériaux pour la construction de routes. Edna Kaptoyo/GFC

La résilience de la conservation communautaire dans la forêt de Nyekweri Kimintet

Les Maasai près de Nyekweri Kimintet vivent en harmonie avec la faune et conservent les forêts en suivant les lois et les valeurs coutumières.

Au cours des évaluations, les membres de la communauté de la forêt de Nyekweri Kimintet ont identifié des menaces externes importantes, notamment le manque de protection juridique des forêts communautaires par le comté et par des lois ou des institutions nationales chargées de les protéger. Le cadre

juridique reconnaît le rôle des forêts communautaires dans la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques, mais ne soutient pas les communautés pour qu'elles puissent renforcer leurs pratiques de conservation. De plus, les autorités nationales et locales des forêts et de la faune ne travaillent pas dans les zones de conservation des forêts communautaires. L'impact croissant de la sécheresse a également entraîné une perte de biodiversité et d'eau, ce qui provoque des

conflits entre la faune sauvage et les communautés.

Les principales menaces internes mentionnées sont l'érosion des valeurs culturelles qui régissent la conservation à cause de la privatisation des terres, l'exode des jeunes vers les villes à la recherche d'emploi qui implique la perte des connaissances écologiques traditionnelles, la déforestation provoquée par l'usage de charbon comme combustible et le surpâturage.

La résilience de la conservation communautaire à Marsabit

Les peuples Rendille ont un lien fort avec l'environnement et les valeurs liées à la conservation sont bien enracinées dans leur culture. Par exemple, traditionnellement, ils ne coupent les branches d'arbres qu'en cas de besoin pour la construction de maisons, et les plantes médicinales et les herbes sont extraites de façon durable. En tant que bergers, la communauté a établi des itinéraires de migration pour son bétail qui permettent à la végétation de se régénérer.

Lors des évaluations, les femmes Rendille ont identifié quatre menaces internes clés. La première est la déforestation, due à la demande de bois et de charbon de

bois et le surpâturage du bétail qui entraînent la perte d'espèces clés d'arbres et d'animaux sauvages. La deuxième est la perte des connaissances et des valeurs traditionnelles, ce qui a conduit à l'utilisation incontrôlée des ressources. L'augmentation de la population et les impacts des industries extractives comme l'extraction de sable ont également été relevés.

Les menaces externes identifiées incluent des étrangers qui s'installaient illégalement sur leurs terres pendant les saisons de sécheresse, en particulier dans la communauté Logologo.

Un autre problème est la propagation d'une espèce d'arbre envahissante - *Prosopis juliflora* ou « mathenge » - qui a été introduite par le gouvernement et qui est maintenant largement répandue à Marsabit. Il a longtemps été considéré comme menace par les résidents en raison de ses impacts négatifs sur le bétail et les espèces indigènes dans la région. La loi sur la coordination de la gestion de l'environnement exige que toute introduction d'espèces exotiques, à quelque fin que ce soit, fasse l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement (EIE) pour être considérée comme légale. Dans le cas de cette espèce, une EIE a été réalisée, mais aucune évaluation d'impact social n'a été effectuée. [3] Un autre

problème est le changement climatique qui conduit à la diminution des sources d'eau douce et une sécheresse extrême à Marsabit. [4]

Des ânes transportent du bois de chauffage de la forêt de Nyekweri vers les centres urbains voisins. Edna Kaptoyo/GFC



Les femmes autochtones se rassemblent lors de la réunion de la communauté à Kimintet, Lolgorian Trans-Mara. Edna Kaptoyo/GFC



Conclusions et recommandations : Nyekweri Kimintet

Selon la vision des membres de la communauté de la forêt Nyekweri Kimintet, la préservation des forêts pour les générations futures est fondamentale.

Les solutions pour les menaces externes proposées par la communauté incluent offrir du soutien à la communauté notamment pour des visites d'échange avec d'autres zones de conservation, l'apprentissage pratique et l'adoption des meilleures pratiques, ainsi que le renforcement des liens avec les autorités environnementales du comté et des gouvernements nationaux comme le

Service de la forêt de Kenya (KFS, selon son sigle en anglais) et le Service de la faune du Kenya (KWS). D'autres solutions incluent du soutien financier pour la gestion des zones de conservation, pour la mise en oeuvre des initiatives de reboisement afin de restaurer les aires dégradées et pour payer des gardes-chasses bénévoles pour surveiller la zone de conservation ; et le développement de protocoles communautaires pour compléter les lois nationales, réguler l'interaction de la communauté avec la terre, et mettre en place des systèmes de pâturage et de gestion des terres. La

sensibilisation des membres de la communauté et le partage d'informations sur la législation environnementale nationale existante les encourageraient à s'engager avec les décideurs et contribueraient à l'application de la loi.

Ils recommandent également de renforcer la fiducie *Nyekweri Kimintet Forest Trust* en tant qu'institution et de promouvoir l'écotourisme, afin d'augmenter la participation de la communauté à la conservation durable et de faciliter la conservation des ressources fauniques.

Témoignages

Sankau Ole Ntokoyuan est un ancien Maasai qui pratique le pastoralisme. Avec d'autres membres de la région de Kimintet, il a cédé des terres privées afin de contribuer à la conservation de la forêt de Kimintet et renforcer la résilience de leurs efforts de conservation. Il défend clairement la protection des forêts communautaires et conseille la communauté sur les questions liées à la conservation. Il dit : « En tant que communauté soucieuse de la conservation, l'IRCC nous a aidés à comprendre des problèmes que nous n'arrivons pas à comprendre par nous-mêmes. L'IRCC nous a rappelé le passé, les défis du présent et que nous pouvons maintenant planifier comment nous allons récupérer nos pratiques de conservation et renforcer notre résilience de façon plus effective. Nous sommes déterminés à continuer à utiliser nos pratiques de conservation traditionnelles. »

Sankau Ole Ntokoyuan, village de Kimintete



Sankau Ole Ntokoyua.
Edna Kaptoyo/
GFC

Alice Howo Lesepe est une femme autochtone du peuple Rendille de Logologo, situé dans le comté de Marsabit au Kenya. Elle est secrétaire et membre du groupe de femmes Merigo, qui cherche à aider les femmes autochtones à mieux connaître leurs droits économiques et à sensibiliser la population sur la conservation de l'environnement et l'importance de faire pression sur les enjeux liés aux industries extractives. Elle est une militante active au niveau local et membre du comité de l'environnement de sa communauté. Alice dit : « Je suis content avec l'IRCC parce qu'elle nous a été utile. Nous, les femmes autochtones, jouons un rôle crucial dans la conservation et la reconnaissance de l'importance des connaissances traditionnelles pour les défis actuels et les générations futures. »

Alice Hawo Lesepe, Logologo, Marsabit



Alice Hawo Lesepe.
Edna Kaptoyo/
GFC

Conclusions et recommandations : Marsabit

Les communautés de Rendille proposent d'arrêter la déforestation en sensibilisant la population sur l'importance de la conservation, en partageant des informations sur l'utilisation durable des ressources et en faisant de la pression en faveur de changements de comportement généralisés pour améliorer la santé et le bien-être de l'environnement.

Les solutions proposées par la communauté comprennent le renforcement de l'engagement avec le leadership local et du comté dans l'élaboration de nouveaux règlements sur

les industries extractives ; l'établissement des partenariats avec les organisations de la société civile sur le plaidoyer et la formation sur les lois existantes en matière de conservation et d'environnement ; et l'élaboration de lois communautaires régissant l'utilisation des ressources.

Elles ont également proposé la formation de comités environnementaux communautaires pour renforcer leur rôle dans la conservation, organiser des ateliers de renforcement des capacités, utiliser des « *barazas* » locaux [5] pour mobiliser toute la communauté et

faciliter leur appropriation du processus. Mobiliser les groupes de femmes sur les problèmes environnementaux et le changement climatique ont également été soulignés.

Leurs recommandations incluent également les actions comme faire pression sur les autorités locales et les autorités environnementales du gouvernement du comté, et renforcer le rôle des femmes dans la conservation en créant des réseaux de femmes pour la conservation et la défense des questions environnementales au niveau local et régional.

Ce document est un résumé du rapport complet de l'IRCC sur la résilience des pratiques de conservation des communautés en Kenya, qui est disponible à l'adresse: <http://globalforestcoalition.org/community-conservation-resilience-initiative-ccri-full-country-report/>

Références

[1] Service de la faune du Kenya. <https://www.kws.org/>

[2] Constitution du Kenya 2010

[3] Loi sur la coordination de la gestion de l'environnement

[4] PACIDA 2009. Kenya : Rapport sur la situation de sécheresse de Marsabit, Chalbi et le district de Laikipia.

[5] 'Baraza' est un rassemblement formel de membres de la communauté et de dirigeants locaux pour partager des informations et discuter les problèmes de la communauté.